

ACTION URGENTE

CUBA. UN PRISONNIER D'OPINION VICTIME D'UNE AGRESSION EN PRISON

Le 19 décembre 2017, après avoir été transféré du centre de détention provisoire de Holguín à la prison de Cuba SI, Eduardo Cardet a été agressé par trois de ses codétenus, selon son épouse. Cet homme est un prisonnier d'opinion et il doit être libéré immédiatement et sans condition.

Dans l'après-midi du 19 décembre 2017, le lendemain de son transfert du centre de détention provisoire de Holguín à la prison de Cuba SI, dans la même province, Eduardo Cardet Concepción aurait été agressé par trois de ses codétenus, selon son épouse, Yaimaris Vecino. Les autorités pénitentiaires n'ont informé sa femme et sa famille de son transfert que le jour même où il a eu lieu. Elles n'ont permis à sa famille de le voir que pendant quelques minutes et ne l'ont pas informée des raisons de ce transfert.

Yaimaris Vecino a indiqué à Amnesty International que les autorités pénitentiaires ne l'avaient autorisée à rendre visite à son mari après son agression que le 15 janvier 2018, date à laquelle elle avait constaté la présence de deux cicatrices circulaires sur son abdomen. Elle a ajouté que son mari lui avait dit qu'il n'avait pas reçu de soins médicaux depuis l'agression et qu'il souffrait de maux de tête et de vertiges.

Le 9 janvier, la sœur d'Eduardo Cardet a porté plainte pour cette agression auprès du ministère public de La Havane, la capitale. Au 19 janvier, la famille n'avait pas reçu de réponse, selon Yaimaris Vecino.

Eduardo Cardet est le dirigeant du Mouvement chrétien Libération (MCL), un groupe militant en faveur de la démocratie. Il était incarcéré dans le centre de détention de Holguín depuis qu'il avait été arrêté, le 30 novembre 2016, cinq jours après la mort de l'ancien dirigeant de Cuba, Fidel Castro. Avant son arrestation, il avait accordé des interviews qui avaient été publiées dans la presse internationale et lors desquelles il avait critiqué le gouvernement cubain.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à libérer le défenseur des droits humains Eduardo Cardet immédiatement et sans condition, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- exhortez-les à veiller, en attendant sa libération, à ce qu'il reçoive tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin, à ce qu'il ne soit pas torturé ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements, et à ce qu'il puisse contacter régulièrement sa famille et l'avocat de son choix ;
- demandez-leur d'enquêter sur les allégations faisant état de l'agression d'Eduardo Cardet et de veiller à ce que des mesures efficaces soient prises pour assurer en tout temps sa sécurité et celle des autres prisonniers.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 5 MARS 2018 À :

Président de la République

Raúl Castro Ruz
 Presidente de la República de Cuba
 La Habana, Cuba
 Fax : +41 22 758 9431 (bureau de Cuba à Genève) / +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)
 Courriel : cuba_onu@cubanmission.com (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)
 Twitter : @RaulCastroR
Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Président,

Procureur général

Dr. Darío Delgado Cura
 Fiscal General de la República
 Fiscalía General de la República
 Amistad 552, e/Monte y Estrella
 Centro Habana, La Habana, Cuba
 Courriel : relaciones@fgr.cu
 Twitter : @FGR_Cuba
Formule d'appel : Dear Attorney General, / Monsieur le Procureur général,

Ministre de la Justice

María Esther Reus
 Ministerio de Justicia
 Calle O # 216 E/ 23 y 25 Vdo. Plaza de la Revolución
 La Habana, Cuba
 Twitter : @CubaMinjus
Formule d'appel : Dear Minister, / Madame la Ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 32/17. Pour en savoir plus : www.amnesty.org/fr/documents/amr25/6363/2017/fr/

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CUBA. UN PRISONNIER D'OPINION VICTIME D'UNE AGRESSION EN PRISON

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon cinq témoins qui se sont entretenus avec Amnesty International au téléphone sous le couvert de l'anonymat, au moins quatre policiers en civil et un policier en uniforme ont fait tomber Eduardo Cardet de son vélo et ont usé de violence pour l'arrêter au début de la soirée du 30 novembre 2016, alors qu'il rentrait chez lui après avoir rendu visite à sa mère. D'après sa femme, qui a assisté à l'arrestation avec leurs deux enfants, Eduardo Cardet est accusé d'avoir agressé un représentant de l'État, infraction qui relève de l'article 142.1 du Code pénal. L'un des policiers soutient qu'Eduardo Cardet l'a poussé lors de son arrestation. Tous les témoins qui se sont entretenus avec Amnesty International réfutent ces allégations et affirment qu'Eduardo Cardet a été rapidement et violemment maîtrisé par des policiers en civil, qui lui ont passé les menottes et l'ont frappé sans qu'il puisse se défendre. Les témoins pensent qu'Eduardo Cardet a été arrêté en raison de ses convictions et de ses opinions. Amnesty International a pu examiner une copie du jugement rendu en appel par le tribunal provincial de Holguín. Le jugement ne fait aucune mention des motifs de l'arrestation, ce qui laisse à penser que celle-ci était arbitraire. Le 17 mai 2017, le tribunal populaire provincial de Holguín a confirmé en appel la condamnation d'Eduardo Cardet Concepción à trois ans d'emprisonnement, prononcée le 20 mars 2017.

Le Mouvement chrétien Libération (MCL) est un acteur clé du mouvement en faveur de la démocratie à Cuba. D'après son site Internet, il s'agit d'un mouvement en faveur d'un changement démocratique pacifique et du respect de la dignité humaine. Il a été créé en 1988 par Oswaldo Payá Sardiñas – qui est devenu une figure de premier plan de l'opposition politique cubaine – et quatre autres militants. D'après les informations recueillies par Amnesty International, les membres du MCL subissent des actes de harcèlement et d'intimidation depuis plusieurs dizaines d'années. En 1991, après qu'Oswaldo Payá Sardiñas a présenté une pétition appelant à un référendum national sur une réforme constitutionnelle, son domicile a été saccagé par plus de 200 personnes qui, d'après certaines sources, faisaient partie de la Brigade de réaction rapide. Lorsqu'Oswaldo Payá a annoncé son intention de se présenter en tant que candidat au poste de député à l'Assemblée nationale pour la municipalité de Cerro, à La Havane, des membres de son organisation auraient été interrogés à de nombreuses reprises et placés en détention pour de courtes périodes.

Dans un entretien avec ABC International publié le 16 septembre 2016, Eduardo Cardet a déclaré : « les activités politiques sont déguisées en infractions telles qu'incitation au scandale public, outrage envers un fonctionnaire ou agression d'un représentant de l'État, et la police politique utilise ces accusations pour placer des dissidents en détention ».

Comme la quasi-totalité des observateurs internationaux indépendants des droits humains, Amnesty International n'est pas autorisée à entrer à Cuba.

Nom : Eduardo Cardet Concepción
Homme

Action complémentaire sur l'AU 32/17, AMR 25/7759/2018, 22 janvier 2018